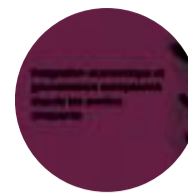




NOUVEAU DÉPART
Extraits du livre
« Se réinventer. Définir
sa marque personnelle.
Imaginer son futur »
de Dorie Clark (Editions
Pearson).
<http://bit.ly/1jsmfET>



VIEILLE EUROPE
Extraits de la revue
« Cahiers de Fare » :
« Intégration économique
et gouvernance
européenne depuis les
années 50 » (L'Harmattan).
<http://bit.ly/1iLaJ7f>



Forage d'un puits financé par l'Unicef en Somalie. Photo Barbara Dombrowski/LAIF-REA

Deux livres, deux charges violentes contre l'aide aux pays pauvres. Où les experts sont accusés d'avoir usurpé la place des politiques. Décapant.

L'aide au développement, malade de la technocratie

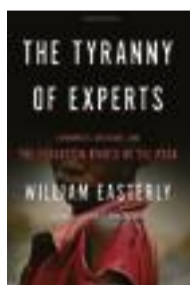
LIVRES

Par Julien Damon

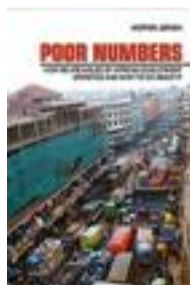
L'aide au développement doit-elle, exclusivement, passer par des ressources supplémentaires, des réformes financières, des expériences locales ? Peut-être. Deux ouvrages insistent sur deux autres dimensions capitales : les droits des pauvres qui devraient être les mêmes que ceux des riches, ce qui suppose une approche politique et non pas seulement technocratique du sujet. Et les données statistiques qui devraient être de meilleure qualité afin d'informer et d'agir par des politiques efficaces.

Combattre avant tout la violation des droits

L'économiste new-yorkais, William Easterly, est connu pour sa critique des politiques planifiées et du messianisme médiatisé de personnalités artistiques ou académiques. Dans ce nouvel ouvrage, il souligne que l'approche technocratique des ingénieurs sociaux, confère moyens et légitimité à des régimes qui se moquent des droits des pauvres. Dénonçant la naïveté (en français dans le texte) de nombre d'économistes (et, en passant, de Bill Gates et Tony Blair), il écrit que dictature et corruption ne sont pas symptômes mais causes de la pauvreté. Celle-ci ne se combat pas grâce à davantage d'expertise et de dépenses publiques, mais par la reconnaissance des droits individuels des pauvres. Sous couvert de solutions techniques ou d'expérimentations (on doit lire ici des charges contre les Jeffrey Sachs ou Esther Duflo, non cités), l'expertise contemporaine voile des violations des droits. A la Hayek, Easterly valorise l'ordre spontané. Il analyse la réussite chinoise comme résultat des innovations individuelles des Chinois, plutôt que comme succès des program-



ESSAIS
« The Tyranny of Experts »
de William Easterly,
Basic Books,
2013, 394 pages.



« Poor Numbers »
de Morten Jerven,
Cornell University Press,
2013, 187 pages.

mes de Deng Xiaoping. Ses pages sur le débat, qu'il recompose, entre les deux économistes lauréats 1974 du prix Nobel sont captivantes. Hayek avance que les droits individuels constituent la voie pour passer de pauvreté à prospérité, tandis que le suédois Myrdal estime que des citoyens apathiques et illettrés se fichent de leurs droits (ce que démentent les enquêtes). Easterly propose des développements très intéressants sur le développement autoritaire, les suites du colonialisme, le racisme. Mais aussi sur les prérogatives respectives des nations et des individus, et sur les migrations en tant qu'actions utiles à la réduction de la pauvreté. Sa thèse, qui partage certains points avec un autre prix Nobel, Amartya Sen, peut se résumer en une réponse. Un dictateur africain posait la question « à quoi sert la liberté quand on a faim ? ». Easterly lui répondrait : « A y mettre fin. »

On lit souvent que le droit des pauvres serait un pauvre droit. Il en va autant des données sur les pauvres. Ce sont de pauvres données. Morten Jer-

ven se penche, dans un ouvrage spécialisé, sur les chiffres du développement en Afrique. Il étudie, principalement, les comptes nationaux, dans des pays où il est difficile de démêler le formel, l'informel, l'officiel. En avril 2014, par révision de ses modalités de calcul, le PIB du Nigeria a augmenté - en une nuit - de 90 %. Jerven cite le Ghana, qui en une nuit aussi, en 2010, a vu croître son PIB de 60 %. Pour ce spécialiste de l'économie africaine, qui a enquêté directement auprès des instituts nationaux de la statistique, c'est toute la mesure du développement et, avec elle, l'évaluation des politiques qui sont faussées.

Des données fluctuantes

Les économistes rivalisent de virtuosité en analyse des données. Mais celles-ci, quand elles existent, ne sont pas assurées. Elles présentent des défauts de disponibilité et de validité. Si l'on prend les trois bases internationales les plus mobilisées, le PIB par tête au Mozambique varie de 1 à 10. Au problème du numérateur (un PIB mal cerné) s'ajoute celui du dénominateur (de pauvres informations de recensement ou d'état civil). De son enquête sur les sources et les méthodes, Jerven retire que nombre de chiffres relèvent plus de la supposition que d'observations. Sans attaquer durement, il signale les failles des informations diffusées par la Banque mondiale ou le FMI.

L'auteur appelle à une production chiffrée plus rigoureuse et moins dépendante des ressources et modes internationaux. Easterly partage ces constats de faible fiabilité des données. Et d'ajouter qu'il faut plus quantifier à l'échelle régionale, les succès et échecs du développement, qu'à l'échelle nationale. Des difficultés techniques supplémentaires ou des opportunités pour mieux mesurer ?

Julien Damon est professeur associé à Sciences po (Master Urbanisme)

BONNES FEUILLES

Par Daniel Fortin

La dictature de la transparence

Daniel Soulez-Larivière livre ici un ouvrage de réflexion remarquable sur l'un des cancers de nos démocraties.

Voici un livre nécessaire. L'avocat Daniel Soulez-Larivière a choisi de s'emparer de l'un des thèmes majeurs de notre époque, que l'on peut résumer en une question : a-t-on le droit de tout savoir ? De l'affaire Wikileaks à la révélation des écoutes de la NSA par Edward Snowden, de la divulgation des enregistrements secrets des protagonistes de l'affaire Bettencourt à celle des écoutes sauvages de Nicolas Sarkozy par son conseiller Patrick Buisson, jusqu'aux multiples transgressions des secrets de l'instruction dans notre pays, l'affaire n'est pas mince. C'est tout l'équilibre de nos démocraties qui est en jeu. Extraits.

L'ENJEU : « Une énorme machine est en train de se mettre en place à l'échelle mondiale. Les Etats surveillent et s'espionnent jusque dans les ambassades. Les Etats stockent des données sur tous les individus grâce à Internet. La DGSE travaille depuis toujours sur les données téléphoniques d'Orange. Les entreprises sont obligées d'adopter des procédures d'auto-dénonciation et d'auto-investigation en payant leurs propres avocats pour le faire. Les systèmes de compliance mis en place reposent sur la délation, dans le dessein d'assurer le respect des droits de l'homme et de lutter contre la corruption... Enfin, chaque citoyen a le devoir de dénoncer ce qui risque d'être un danger pour les intérêts des autres citoyens. Le tout nappé d'un principe toujours plus prégnant dans la culture, et en tout cas devenu constitutionnel en France : le principe de précaution. »



ESSAI
« La Transparence et la Vertu »
par Daniel Soulez-Larivière,
Albin Michel,
186 pages, 15 euros.

LES DÉRIVES : « Voici déjà quinze ans, on a pu, par exemple, voir arriver directement dans un journal, par fax, le procès-verbal non encore signé d'un interrogatoire pour une mise en examen... On imagine sans difficultés les dégâts que pourraient provoquer dans les procédures pénales, et même sans procédure du tout, des mises au pilori par l'affichage des données personnelles de tout citoyen mis en examen médiatique... Que resterait-il d'un homme soumis à de tels regards horizontaux et verticaux ? Que deviendrait son intimité, c'est-à-dire, bien au-delà de sa vie privée, le dialogue entre soi et soi ? »

LES SOLUTIONS : « Maintenant que d'autres [l'Etat, NDLR] se chargent de dévoiler, qui peut assumer la fonction de voiler ? Ce ne peut être que le "grand juge", ce que Montesquieu n'avait pas prévu, pour qui le juge était « la bouche de la loi ». Dans les démocraties, nul autre que lui ne peut arbitrer les conflits entre intérêt de l'Etat et intérêt du citoyen. » ■

Livres en bref

Pour une Europe fédérale !

● Nous avançons dispersés face à une mondialisation, qui n'est plus un débat mais une réalité. Nous évoluons du même coup dans une inconscience collective qui nourrit les peurs et les extrêmes, là où l'Union, pour peu qu'elle soit efficace, suffirait à nous protéger. C'est cet aveuglement qui nourrit, aujourd'hui, la colère de Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne et ancien ministre de l'Economie et des Finances dans le gouvernement Juppé. C'est aussi ce qui motive les nombreuses propositions



« L'Europe, dernière chance pour la France ! »
par Jean Arthuis,
Calmann-Lévy,
211 pages,
16,50 euros.

travailla activement à la création de la monnaie unique.

Selon Jean Arthuis, la zone euro et ses dix-huit membres doivent, bel et bien, former le premier cercle d'une Europe repensée, dotée des pleins pouvoirs budgétaires et d'un gouvernement propre. — D. Fo.

qu'il articule dans ce livre, véritable hymne à l'Europe.

« Il est temps de reconnaître que le jour où nous avons créé l'euro, nous avons pris un billet sans retour vers le fédéralisme », écrit celui qui, à Bercy,

Les « courberies de Sapin »

● Ce récit est celui de l'angoisse du ministre du Travail au moment de la publication des chiffres mensuels du chômage. Une angoisse qui, dans le cas de Michel Sapin, fut décuplée par le plus qu'hasardeux objectif que s'était fixé François Hollande, celui d'« inverser la courbe » de progression du nombre de chômeurs avant la fin 2013. On sait ce qu'il advint de cette promesse. Elle restera un marqueur fort de l'échec des deux premières années du quinquennat. Et pour Michel Sapin, l'ami fidèle du président, une



« L'Écume et l'Océan. Chronique d'un ministre du Travail par gros temps »
par Michel Sapin,
Flammarion,
275 pages, 19 euros.

étiquette difficile à décoller, même s'il a quitté, depuis, le ministère du Travail pour Bercy. Courageusement, et non sans humour, l'auteur revient longuement sur cet épisode dans un chapitre intitulé « Les Courberies de Sapin ». L'exercice, un peu fastidieux, de raconter deux années de sa vie dans un poste exposé, est rattrapé par une force de conviction qui n'est pas feinte. Michel Sapin veut encore croire qu'au bout de la route, le succès sera au rendez-vous. — D. Fo.